

DISCOURS DU PRÉSIDENT

Frontière ou fragment du système atlantique: Des idées étrangères dans l'identité bas-canadienne au début du XIXe siècle.^(*)

JEAN-PIERRE WALLOT

1983

"Historical knowledge is an essential component of a nation's sense of cultural identity."
(Robert Craig Brown)

L'identité collective n'est pas un phénomène simple à construire et à comprendre. Elle postule des procès d'intégration et de différenciation, des pressions de groupes structurants et des résistances de ceux qui se font aspirer. Dans une société concrète et non mythique, elle se coule et se façonne peu à peu dans le moule de l'"histoire," qui a ses rugosités et ses ruptures tout autant que ses pentes lisses. C'est le monde des "identités limitées" ("limited identities"), dirait J.M.S. Careless,⁽¹⁾ écartelé entre des appartenances de tous ordres et de toutes origines, appartenances qu'il doit réconcilier, sous peine d'éclatement, en un *modus vivendi* durable. De telles réalités éludent les paramètres simplificateurs et réductionnistes⁽²⁾ de la cause unique ou des surspécialités disciplinaires: elles en appellent à des ensembles complexes de facteurs et de situations, de même qu'à des disciplines qui, comme l'histoire, refusent encore l'émiettement pointilliste de trop de sciences sociales. Bref, l'identité collective ne peut s'ébaucher et se déployer sans en référer à la conscience historique.

Un peu comme les individus qui exhument leurs racines auprès de leur psychanalyste, les collectivités pistent leurs origines et l'émergence d'une culture propre dans leur histoire. Sans la conscience du "*nous étions*" dans le "*nous sommes*," il serait impossible de penser le devenir. Dans un roman intitulé *Obasan* (1981), qui traite des Canadiens japonais durant la Seconde Guerre Mondiale, le romancier Joy Kogawa illustre toute l'importance de se rappeler pour se comprendre et s'identifier. Emily lance à sa nièce, Noami, qui désire maintenir le silence: "You are your history. If you cut off any of it, you're an amputee." Cette évocation imagée du rôle de l'histoire - de la mémoire cohérente, organique du passé - réfute les prétentions utilitaires de ceux qui, à trop vouloir triturer un univers contracté au présent, perdent tout sens de la perspective et ne peuvent capter une vision globale d'une socio-économie et de sa culture.

L'excellent exposé de John Kendle, l'an dernier,⁽³⁾ me dispense d'offrir une autre défense et illustration de la recherche libre en science humaine. Il m'a semblé qu'il

n'était pas inintéressant d'esquisser la toile de fond idéologique de l'identité bas-canadienne, au tournant du XIXe siècle, en profilant certaines de ses ramifications dans la culture "savante" du monde atlantique à la même époque par le truchement des imprimés. Ceux-ci réfléchissent, en effet, les préoccupations socio-économiques, politiques, idéologiques, morales et esthétiques, bref tout un pan de la culture d'une société, à travers le prisme déformant de ses élites. Dans une colonie comme le Bas-Canada, vers 1780-1815, cette culture est irriguée par des courants internationaux parfois très contemporains, donc s'insère dans les transformations du monde atlantique et vit à peu près au même rythme.

Vouloir découper les composantes essentielles de la culture des élites coloniales - et de l'identité coloniale - ⁽⁴⁾ à un moment crucial de ce que d'aucuns ont appelé la "Révolution atlantique," ⁽⁵⁾ c'est toucher aux interactions entre les définisseurs et les "définis", entre les contraintes du monde matériel, les valeurs et les plans des hommes, entre ces derniers mêmes, entre eux et le monde via toute une cascade d'institutions. ⁽⁶⁾ Or l'imprimé s'impose à la fois comme vecteur d'idéologies qui s'insère dans le procès de la reproduction sociale et de la création littéraire, et comme *artefact* matériel lié aux mécanismes de la production (technique, finance, organisation sociale du travail) et aux réseaux de diffusion ou de communication dans la société. Il réfère donc à l'histoire sociale au sens plein du mot et permet de prendre en compte l'univers matériel tout autant que celui des valeurs.

Il n'est évidemment pas question d'embrasser toute la trame idéologique de cette période. La première partie du présent texte traite de l'importance et de la distribution des livres et des imprimés dans la colonie québécoise, puis bas-canadienne, à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. Ce réseau d'antennes et de vecteurs nourrit et exprime les idéologies dans la colonie: en font foi, en seconde partie, trois exemples tournant autour de la crainte du surpeuplement et de la pauvreté, autour de la monnaie et enfin, du parlementarisme. Ainsi, le commerce intellectuel, tout comme la circulation des marchandises, pétri des éléments parfois fragmentés de ce qui deviendra l'identité canadienne: il répudie le mythe déjà malmené d'un Québec homogène, fermé sur lui-même et isolé du monde extérieur. Comme si les ressacs de la Révolution américaine et de la Révolution française n'avaient guère touché ce coin d'Amérique! ⁽⁷⁾

I - IMPRIMÉS ET LIVRES AU QUÉBEC, 1792-1812

Malgré les recherches et les publications qui s'accumulent depuis une trentaine d'années, la légende du livre unique dans l'école canadienne et le stéréotype de l'"isoloir" québécois ont la vie dure, tout autant que celui d'un analphabétisme quasi total. ⁽⁸⁾ D'où l'intérêt d'études sur les imprimés. Il est certes impossible de déterminer

la composition précise de toutes les bibliothèques publiques et privées ou de ventiler l'ensemble des ventes de volumes dans le Bas-Canada au tournant du XIXe siècle. Il faudrait compiler les actes notariés, surtout les inventaires après décès, pour tout le territoire, de même que les catalogues de bibliothèques et de ventes aux encans (la plupart n'ont pas été conservés pour la période avant 1810-1820), les livres de comptes de tous les libraires, importateurs et éditeurs de livres, les notes de lecture de personnages influents, etc. On ne dispose que de sources très fragmentaires pour les années 1764-1840 : entre autres, les livres de comptes de l'imprimerie Brown-Gilmore-Neilson, qui fondent une bonne partie du présent exposé,⁽⁹⁾ des inventaires après décès et les quelques catalogues qui ont survécu.

Il faut d'abord distinguer les divers types d'imprimés (brochures et livres, feuilles volantes, journaux), puis ceux qui sont produits dans la colonie et ceux qui sont importés. Depuis une trentaine d'années, divers travaux nous permettent de mieux estimer la production coloniale entre 1764, date de l'installation de la première imprimerie à Québec, et 1820.⁽¹⁰⁾ De même, des études récentes éclairent la composition des bibliothèques publiques et privées dans la colonie ainsi que les types de volumes vendus dans les encans.⁽¹¹⁾ L'enquête en cours sur le fonds Neilson, menée par le professeur Claude Galarneau, en collaboration avec John Hare et moi-même, devrait nous éclairer sur l'ensemble de la question puisqu'il s'agit de la plus importante imprimerie et librairie de la colonie avant 1820.

a) Imprimés (sans les journaux) produits au Québec, 1764-1820

Suite aux travaux de Marie Tremaine et à ceux que John Hare et moi-même avons menés sur les années 1801-1820, il est possible de retracer l'évolution sommaire des imprimés coloniaux durant cette période, en tenant compte de la distribution régionale des imprimeries (voir tableau 1). D'une production moyenne de 4 imprimés par année entre 1764 et 1774, dont les deux tiers comptent moins de 4 pages, les imprimeries locales passent à 11 par année en moyenne entre 1775-1786, dont les deux tiers comportent moins de 4 pages; puis à 20 par année entre 1787 et 1809, avec une chute de la proportion des imprimés de moins de 4 pages à 45%; enfin à 48 par année entre 1810 et 1820, avec une proportion de 42% en deçà de 4 pages. Bien entendu, ce développement n'est pas linéaire et comporte des flambées et des pauses: par exemple, l'explosion d'imprimés (110) entre 1789 et 1792, à cause de l'instauration de la nouvelle constitution. Des différences régionales se font jour: Québec se spécialise davantage dans la publication d'ouvrages scolaires, religieux et gouvernementaux avant 1810, alors qu'à Montréal l'expansion en ces domaines ne survient qu'après 1810. L'influence des autorités religieuses et gouvernementales pèsera évidemment sur les journaux comme sur les contrats d'impression, favorisant davantage les imprimeries de la vieille capitale.

Tableau I. Imprimés localisés ou annoncés de 1764 à 1820.

Tableau II. Classification des imprimés par sujet, 1801-1820.

Si le gros de la production coloniale consiste en feuillets et imprimés relativement courts, la proportion des publications de plus de 100 pages se gonfle notablement au XIXe siècle: pour l'ensemble de la province, elle passe de 13% entre 1764 et 1800, à 23% pour la décennie 1811-1820. Par ailleurs, sur le plan de la thématique (voir tableau II), l'édition religieuse domine légèrement sur le domaine politique (19,4% contre 19.1% de la production globale), encore qu'à Québec, les publications politiques surplombent nettement celles à caractère religieux (22% par rapport à 17,7%). Suivent la vie commerciale (13,2%) et le gouvernement (11,6%), le droit (11,2%), la vie sociale (11,1%), la littérature (6,4%), l'éducation (4,7%) et la science (3,3%). La production locale semble complémentaire des importations et se concentre davantage dans les secteurs scolaire et religieux.⁽¹²⁾

(b) Périodiques

Il ressort d'une analyse de contenu de 14 périodiques des deux langues et de trois sous-régions (Québec, Montréal, Trois-Rivières),⁽¹³⁾ pour les années 1811-1820, que chaque journal revêt des caractéristiques propres: certains ressemblent aux journaux littéraires ou politiques d'Europe (par ex. *Le Canadien*, *Le Vrai-Canadien*); d'autres se rapprochent davantage du modèle nord-américain (importance de la publicité, répartition plus équilibrée de la matière entre les différentes rubriques). Le graphique démarque les différences entre la presse francophone et la presse anglophone entre 1811 et 1820, en ce qui a trait à la répartition des espaces entre 8 catégories: économie, publicité, domaines politique, militaire, social, culturel, religieux et international. Bien que dans des proportions différentes, en particulier en ce qui concerne la publicité (31% par rapport à 53%), les périodiques francophones et anglophones dans leur ensemble suivent à peu près le même ordre de priorité entre les thèmes, avec, aux premiers rangs, la publicité (48% en moyenne) et tout ce qui touche le secteur international (21%). Le militaire se trouve au 3e rang chez les journaux anglophones, au 7e chez les francophones, alors qu'à l'inverse, les périodiques francophones situent le culturel au 3e rang, les anglophones au 7e rang. Viennent ensuite les questions politiques, sociales, puis économiques, moins importantes curieusement dans les journaux anglophones que dans les francophones, enfin les affaires religieuses, pratiquement absentes de la presse, contrairement à toute attente.⁽¹⁴⁾

Une étude des contenus de chaque journal et de sa clientèle permettrait de mieux baliser les idéologies et les intérêts des élites coloniales. Malheureusement, une partie des données se dérobent. Ainsi, on ne peut estimer le tirage que d'un seul journal, le plus important il est vrai (*La Gazette de Québec*), grâce aux livres de comptes de la collection Brown-Gilmore-Neilson (voir tableau III).⁽¹⁵⁾ Compte tenu des trous et des variations importantes dans ce tableau, liées aux lacunes dans les sources, il en ressort malgré tout une hausse graduelle des abonnements jusqu'en 1784, puis un plateau jusque vers 1806, suivi d'un bond important de 1807 à 1812, alors que le total d'abonnés oscille autour de 850. Les tirages ne comprennent pas les copies vendues ou données aux annonceurs, etc., bien qu'à compter de 1803, ils dénombrent les abonnements gratuits. D'ailleurs, les chiffres absolus importent moins ici que les proportions. La proportion d'abonnés canadiens-français dépasse les 50% de 1770 à 1794 (hormis pour 1784 et 1788). Puis elle fléchit et se stabilise autour de 42-45%, alors même que se multiplient les journaux francophones à compter de 1805. Par ailleurs, le nombre de lecteurs britanniques se gonfle d'un nombre assez important d'officiers britanniques de passage (46 en 1808, 86 en 1812). Il n'en reste pas moins vrai que les lecteurs francophones s'avèrent relativement peu nombreux, compte tenu de leur proportion dans l'ensemble de la population. Des données précises sur le tirage du *Canadien*, par exemple, permettraient peut-être de nuancer ces affirmations.

Répartition dans l'espace dans les journaux du Bas-Canada, 1811-1820

La Gazette de Québec circule hors de la capitale, tant chez les lecteurs francophones qu'anglophones: ainsi en 1808, on compte chez les premiers 8 abonnements dans la région des Trois-Rivières, 8 à Sorel, 2 à l'Assomption, 3 sur la route et 33 dans la région de Montréal (dont 16 dans les campagnes) et, chez les anglophones, 10 aux Trois-Rivières, 2 à Sorel, 3 sur la route et 56 à Montréal. Le nombre d'ecclésiastiques varie entre 10 et 20% du total des lecteurs francophones, ceux-ci regroupant également des marchands, des membres des professions libérales, des artisans (maçons, menuisiers, tonneliers, etc.), des petits boutiquiers (bijoutiers, taverniers, etc.), des instituteurs, des cultivateurs et même des quasi-illettrés.⁽¹⁶⁾

John Neilson échange des abonnements avec de nombreux journaux américains, anglais et même français et leur sert d'agent pour les abonnements: par exemple *Le Moniteur* (durant la paix de 1803), *La Belle Assemblée*, *Historic Gallery*, *The Lady's Museum*, *Tradesman or Commercial Magazine*, *Edinburg Magazine*, *Brook's Gazetteer*, *Court Calendar*, *European Magazine*, *Diary & Mercantile Advertiser*, *Gentlemen's Magazine*, *The Philosopher*, *Fine Arts*, *L'Ambigu*, *American Review*, *The Lady's Preceptor*, *Crosby's Gazetteer*, *Cobbett's Weekly Political Register*, *Port Folio*, *Philosophical Transactions of London & Edinburg*, une vingtaine de journaux de la Nouvelle-Angleterre, dont le *New York Herald* qui compte au moins

un abonné canadien-français.⁽¹⁷⁾

c) Imprimeries

John Hare et moi même avons traité ailleurs des imprimeurs et des imprimeries.⁽¹⁸⁾ Qu'il suffise de rappeler ici que l'atelier Brown-Neilson domine l'édition au Québec et imprime plus de 60% des publications connues de 1764 jusqu'en 1810. John Neilson contrôle également la Nouvelle Imprimerie de Québec fondée en 1794 qui opère cependant sous la direction officielle de Pierre-Edouard Desbarats. Quatre ateliers se partagent le gros de l'édition à Montréal à partir de 1807: James Brown, William Gray, James Lane et Nahum Mower. Les Canadiens français, on peut le constater ne jouent qu'un rôle très limité dans ce secteur de l'économie: ils oeuvrent surtout comme pressiers typographes apprentis, etc. à l'emploi de Britanniques encore que ces derniers cherchent en général à importer leur main-d'oeuvre qualifiée et même leurs apprentis des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne.⁽¹⁹⁾

(d) Livres

John Neilson n'est ni le seul libraire, ni le seul grossiste de livres dans le Bas-Canada. Entre autres, il faudrait aussi mentionner les Ermatinger, Brown et Cornward à Montréal, Dorion à Québec, Sills et Hart aux Trois-Rivières, sans compter les encanteurs tels F. Huot et M. Clouet qui vendent en gros dans les villes et les campagnes. Toutefois, Neilson domine la vente des livres comme l'édition au Québec. S'il s'approvisionne à l'occasion chez les encanteurs, il obtient le gros de son fonds de libraires anglais (M. Payne, à Pall Mall, T. Boosey, Wynne & Scholey, à Londres) et américains (Russell, à Boston, E. Sergeant et H. Carital, à New York, J. Comyns, à Schenectady, N.Y., J. Barber, à Albany, N.Y., J. Dunlop et Wm Duane, à Philadelphie).⁽²⁰⁾

Tableau III. Abonnements à la Gazette de Québec (1764-1812).

Le tableau IV propose une approximation des ventes de livres par John Neilson, entre 1792 et 1812. Les chiffres y sont sujets à caution, car les livres de comptes regorgent de ratures et de recoupements de données, n'indiquent pas toujours clairement si l'oeuvre mentionnée (souvent sous forme d'abréviation difficile à déchiffrer) est une traduction d'une même oeuvre. Les chiffres du tableau ne comprennent pas les livres envoyés à la reliure, les commandes envoyées ou reçues, mais seulement les livres vendus. En outre, ils réfèrent à des *oeuvres*, non au nombre de volumes comme tel: quand une oeuvre comporte plusieurs tomes (par ex., les *Oeuvres* de Voltaire), elle n'est comptée que pour une (1) unité. Par contre, la vente de la même oeuvre à

plusieurs reprises entraîne un nombre correspondant d'unités. Les chiffres sont très variables d'une année à l'autre, passant de 1500/2000 à 11 000 oeuvres, la moyenne se situant autour de 3000-3500 par année. Sont exclus de ces chiffres les formulaires, les brefs, les billets de concession, la papeterie et les périodiques.

Tableau IV. Vente de livres par la librairie Neilson (1792-1812) [p. 12]

Tableau IV. Vente de livres par la librairie Neilson (1792-1812) [p. 13]

En ce qui a trait aux acheteurs, celui qui achète plusieurs volumes à la fois n'apparaît que comme un (1) seul acheteur. Leur nombre s'accroît considérablement de 60 environ (en 1792-1795) par année à 300 environ entre 1801 et 1812.

Durant toute la période, sauf pour 1793 et 1798, la vente de livres français prédomine dans une proportion significative (c. 85% pour l'ensemble des années). Par contre, les Britanniques constituent en gros près de 60% des acheteurs, comparativement à 40% pour les francophones. Les premiers incluent un nombre important d'officiers militaires qui comptent parmi les meilleurs clients de Neilson: sans doute est-ce une façon de rester en contact avec le monde extérieur. Les Canadiens accroissent leur proportion des acheteurs avec le temps: de 30% jusque vers 1799 à plus de 50% en 1809 et 1810. Parmi eux, on constate un nombre assez important de membres du clergé (aucun chiffre précis n'est hasardé dans le tableau IV compte tenu de l'imprécision des données). La grande majorité des livres français (environ 70%) portent sur la religion (près de 9000 catéchismes sont imprimés et vendus en 1792 seulement). Un bloc de 21% se compose de manuels scolaires. Le reste se répartit entre des oeuvres juridiques, philosophiques, littéraires, etc. Une meilleure distribution transparaît du côté des livres anglais: 38% pour les livres scolaires, 20% pour les livres religieux, 42% pour le reste.

La grande proportion de livres religieux en français s'explique probablement par la nécessité de les imprimer sur place, compte tenu de la difficulté de s'approvisionner ailleurs pour ce genre d'ouvrages durant les guerres de la Révolution et de l'Empire. En outre, Neilson en est le principal imprimeur et vendeur en gros. En réalité, les analyses des annonces dans les journaux et des catalogues de ventes aux enchères, entre 1764 et 1840, révèlent une répartition plus normale: 15,6% en théologie et religion (2052 livres), 12,5% en droit et jurisprudence (1643 livres), 16,5% en histoire (2179 livres), 17,5% pour les sciences et les arts (2312 livres) et 36,2% pour les belles-lettres (4779 livres)⁽²¹⁾. Même constatation pour les bibliothèques privées à Québec entre 1800 et 1819 à partir des inventaires après décès: 13% (401) pour la religion, 14% (428) pour le droit et la jurisprudence. 20% (586) pour l'histoire, 24% (718) pour les sciences et les arts, 29% (878) pour les belles-lettres⁽²²⁾.

Ces disparités tiennent, pour une part, aux classifications différentes utilisées dans ces compilations. Néanmoins, les stocks de vente d'un grossiste-imprimeur comportent de grandes quantités de livres religieux et scolaires vendus aux maîtres d'école et aux membres du clergé, alors que ces livres ne se retrouvent qu'à l'unité. Parmi d'autres œuvres diversifiées, dans une véritable bibliothèque individuelle. De sorte que l'on peut conclure que la collection Neilson, malgré sa richesse, ne peut permettre de jauger adéquatement le poids des divers éléments dans la culture des élites et la composition de leurs bibliothèques. Toutefois, hors de la religion et des matières scolaires, elle nous renseigne très exactement sur la nature des livres vendus en librairie.

Par ailleurs, les œuvres des principaux auteurs figurent dans les ventes de Neilson, parfois l'année même de leur parution en Europe ou aux États-Unis ou l'année qui suit. On retrouve les auteurs anciens, voire les classiques latins et grecs (voir la catégorie "autres langues" dans le tableau IV), les classiques français et anglais, les philosophes des Lumières, y compris Diderot, Voltaire, Smith, Malthus et Blackstone.

II

Le Bas-Canada, comme les autres colonies d'Amérique britannique du Nord, est branché sur le contexte idéologique du monde atlantique. Les Bas-Canadiens, anglophones et francophones, vivent à la même heure que l'ensemble de leur civilisation, même s'ils se trouvent à la périphérie. Les ouvrages européens et américains marquants pénètrent dans la colonie très rapidement après leur première publication. On pourrait dresser la liste des livres qui apparaissent pour la première fois dans la colonie, à chaque année: elle révélerait la durée relativement courte des délais entre la parution dans le pays d'origine et la vente à Québec. Le présent travail se penche plutôt sur trois exemples précis: l'influence de divers penseurs de l'époque, dont Malthus, sur les débats concernant le peuplement et la pauvreté; celle de Smith et d'autres "économistes" sur les débats autour de la monnaie et des banques; enfin, celle de commentateurs et philosophes britanniques et français en matière de parlementarisme.

(a) Population et pauvreté

Il est difficile de ventiler les auteurs et les œuvres en fonction des deux premiers exemples, puisque les philosophes et les économistes traitent tout autant de population et de pauvreté que de monnaie et des banques. Aussi ce premier point comprend-t-il plus d'auteurs pour des raisons de commodité.

On lit Malthus au Canada,⁽²³⁾ même s'il n'y est pas un auteur "populaire". On pratique surtout ses prédécesseurs et ses contemporains, en particulier ceux dont les oeuvres s'accordent davantage avec l'expérience de l'Amérique du Nord: c'est-à-dire l'expérience d'une expansion démographique foudroyante et soutenue se conjuguant à une croissance économique et une expansion géographique non moins remarquables entre 1760 et 1870. Certes, Malthus s'inspire formellement de l'expérience nord-américaine lue à travers Benjamin Franklin; mais son *Essay on Population* (1798 et 1803), malgré son ambition d'élucider les mécanismes universels (de nature biologique, socio-économique et "morale") de régulation des sociétés humaines, colle beaucoup mieux à l'Angleterre et d'autres pays anciens qui ont fait le "plein" d'hommes. Son pessimisme construit des "lois" (ou les reconstruit) annonciatrices d'un spectre encore trop lointain en Amérique. Pourtant, ses préoccupations se répercutent sur les élites locales, mais souvent à travers d'autres auteurs et à propos de problèmes qui, malgré la spécificité canadienne, se raccrochent aux schèmes malthusiens: la crainte d'une éventuelle pénurie de terres et l'assistance aux pauvres.

Malthus se vend peu dans la colonie, comparativement à beaucoup d'autres auteurs comparables par la stature et les propos.⁽²⁴⁾ La Chambre d'Assemblée se procure l'*Essay on Population* pour sa bibliothèque en 1807. La librairie Neilson en vend deux volumes à un Canadien français (F. Romain) en 1810. L'oeuvre trouve place également dans quelques bibliothèques publiques et particulières. Il s'agit donc d'une diffusion limitée. Surtout si on la compare à celle d'auteurs politiques comme Blackstone, dont les *Commentaires* se vendent en abondance et régulièrement après 1785, Burke, très en demande à partir de 1790; ou encore de savants et philosophes comme Newton et Lavoisier (à compter de 1789), comme Condillac, dont les oeuvres se répandent à compter de 1796, sans parler d'auteurs lus et cités régulièrement dans les journaux comme Helvétius, Hume, Hobbes, Locke, Puffendorf, Montesquieu. Diderot, Buffon, Voltaire, et, bien entendu, Rousseau et Condorcet (surtout après 1797), deux auteurs que Malthus contredit nommément.

Un examen encore plus attentif permet d'attester de la présence d'oeuvres et d'auteurs qui abordent l'une ou l'autre ou l'ensemble des préoccupations que recouvre l'*Essay* de Malthus. Si Godwin ne figure pas dans la liste, sa femme, Mary Wollstonecraft (une des premières féministes) s'y trouve.⁽²⁵⁾ L'utilitarisme J. Bentham intéresse la Chambre d'Assemblée qui se procure ses oeuvres en 1807: celles-ci circulent déjà depuis longtemps.⁽²⁶⁾ Parmi les autres auteurs et imprimés, mentionnons : *The Poorman's Controversy* de J. Mannock, acheté en 1807 au moment de la controverse coloniale sur les pauvres; *Réflexions sur la question de la population et sur l'état de la médecine dans le pays*, qui aurait été publié par James Fisher à Québec, en anglais et en français (en 1784 et 1787);⁽²⁷⁾ les oeuvres de Benjamin Franklin, l'un des inspirateurs de Malthus, oeuvres courantes dans la colonie, surtout dans les années

1790 et après 1796 (dont le *Guide to Wealth* est vendu en 1809);⁽²⁸⁾ diverses publications d'Arthur Young à compter de 1792 ; des classiques d'économie politique, depuis Adam Smith (*On the Wealth of Nations*) qui figure dans les ventes presque à chaque année, jusqu'au traité de Ricardo (*On the High Price of Bullion*, publié en France en 1809 et en Angleterre en 1810, et vendu en anglais au Canada en 1811); divers traités plus ou moins liés aux problèmes intéressant Malthus, comme le *Traité sur la population* du Marquis V.R. de Mirabeau, qui apparat à compter de 1791 dans les livres de comptes de Neilson, *The Economy of Human Life* de Dodsley et surtout *The Economy of Nature* de Linné (tous deux à compter de 1799 et de 1801), le second évoquant déjà un parallèle entre l'économie naturelle et l'économie sociale, un *Cause of Scarcity* sans auteur (à compter de 1801), un *Thoughts on the Dearness of Provisions / . . . /, Necessity of Limiting the Price of Wheat, Moderation is Salvation to the People, On the Scarcity*, également anonyme (à compter de 1801), etc.

Plusieurs de ces études et d'autres qui se trouvent dans les bibliothèques particulières, font appel à des notions d'équilibre nécessaire entre les ressources et les besoins, entre la production alimentaire et la population, entre les contraintes naturelles et les pulsions humaines qu'il faut astreindre à l'ordre social et moral. Certaines abordent également le problème de la pauvreté et des remèdes à y appliquer - surtout, comme l'écrit Townsend, l'encouragement à l'"industry, economy, and subordination."⁽²⁹⁾ S'il est vrai que Malthus synthétise et articule un ensemble de propositions déjà esquissées ou formalisées dans certaines de ces oeuvres, par exemple chez Franklin et Townsend,⁽³⁰⁾ les élites canadiennes connaissent donc les axes majeurs de sa pensée, les préoccupations qui les sous-tendent et les controverses qui ont suivi la parution de l'*Essay*. Les débats dans la colonie, surtout sur des questions comme les ressources agraires et la pauvreté, ne peuvent échapper à un certain malthusianisme.

Cette "contamination" jusqu'au Canada n'est pas si surprenante que l'on pourrait le croire au premier abord. Malthus s'inspire, en effet, de l'essai de Franklin intitulé *Observations concerning the Increase of Mankind*. Anticipant Malthus et Darwin, ce dernier applique aux animaux et aux plantes la disposition à se multiplier au-delà des ressources requises pour les nourrir.⁽³¹⁾ Or, Franklin ne le sait pas encore: les recensements de 1800 à 1860 documenteront des hausses décennales de 33 à 36% pour la période. En somme, la population américaine double tous les 23-25 ans.⁽³²⁾ Ce cas s'apparente à l'expérience canadienne-française que l'on a cru longtemps unique, avec un prétendu taux de natalité dépassant les 60/1000 aux XVIIIe et XIXe siècles. Des estimés corrigés ont réduit ces taux à un niveau allant de 51 à 57/1000,⁽³³⁾ soit assez près de l'expérience américaine. Mais quelle que soit l'échelle utilisée, la croissance de la population francophone dans le Bas-Canada demeure formidable: un accroissement par 80 entre 1760 et 1960,⁽³⁴⁾ donc un doublement presque à tous les 25 ans: de 65 000 environ en 1760 à 165 000 en 1790 et à près de 300 000 en 1815.

Le mariage précoce et une forte natalité se conjuguent à une mortalité relativement faible. ⁽³⁵⁾ La population britannique croît rapidement elle aussi (15 000 environ dans le Bas-Canada vers 1805, plus de 150 000 en 1840), grâce à une immigration importante qui nourrit surtout le Haut-Canada et les États-Unis.

Le Bas-Canada, bien sûr, c'est l'Amérique: un pays neuf et vaste qui frappe davantage, à la fin du XVIII^e siècle, par le manque d'hommes que par celui des ressources; une campagne fertile - beaucoup moins étendue qu'on ne l'imagine - qui appelle des bras et qui peut soutenir une population beaucoup plus considérable que celle de 1790, 1800 ou 1810. Pourtant, en cette contrée où la géographie et le climat étranglent la zone cultivable, les mécanismes malthusiens se mettront bientôt à tailler comme les lames d'un ciseau. Vers 1825-1830, dans la zone seigneuriale, les seigneurs commencent à refuser de concéder des terres devenues rares et chères; ou encore, ils exigent des rentes exorbitantes, des paiements illégaux et de nouveaux droits de retrait. Dans les cantons, soumis aux lois civiles anglaises et peuplés surtout de Britanniques, les grands propriétaires fonciers spéculent et font monter les prix des terres. Quel que soit le mécanisme, une partie croissante de la population, estimée à 25% près de Montréal dans les années 1820- 1830, forme un prolétariat rural sans terre ni moyens réguliers de subsistance. ⁽³⁶⁾

Or l'industrialisation ne s'instaure qu'après 1850, à Montréal, en 1870 dans l'ensemble de la province, et encore, à un rythme plutôt lent comparativement aux États-Unis et à la province voisine. Entre 1830 et 1850, le sol se fait rare ou s'épuise, ce qui débouche sur une paupérisation certaine d'une couche croissante de la population, sur des malaises socio-économiques qui, combinés à une lutte d'émancipation coloniale et nationale, déclenchent les rébellions ratées de 1837-1838 enfin sur une émigration massive vers les usines de la Nouvelle-Angleterre. L'espace américain (physique et économique) agit en quelque sorte comme soupape et explique pour une bonne part la stabilité des comportements démographiques.

Au même moment, le malthusianisme joue un rôle de "poussoir": famines en Irlande et crise économique en Grande-Bretagne déclenchent des déplacements massifs de population vers les États-Unis et les Canadas. Des centaines de milliers d'immigrants, entre 1815-1870, proviennent des îles britanniques et remontent le fleuve Saint-Laurent. Certains se fixent dans le Bas-Canada, ajoutant aux pressions démographiques déjà excessives à la fin des années 1820 et dans les années 1830. La plupart poursuivent leur route jusque dans le Haut-Canada, voire aux États-Unis particulièrement entre 1840 et 1870 alors que les bonnes terres commencent à se faire rares du côté canadien. Cette situation ne sera renversée qu'avec l'annexion de l'Ouest canadien. ⁽³⁷⁾

En 1800 ou en 1810, on ne peut parler de surpopulation dans le Bas-Canada. Une foule d'indicateurs socio-économiques⁽³⁸⁾ révèlent plutôt une restructuration et une modernisation de la socio-économie entre 1790 et 1815, qui se traduisent par une hausse du niveau de vie de la masse des habitants. Le grand commerce international et plus particulièrement l'expansion du commerce du bois, à compter de 1807, par suite des guerres impériales, ont enclenché ces transformations.⁽³⁹⁾ Pourtant, dès cette époque, des Canadiens commencent à s'inquiéter de l'avenir de leur "nation" en rapport avec leur identité particulière au sein d'un empire britannique et aussi avec des facteurs tant démographiques que socio-économiques.

Les Canadiens envisagent la venue imminente d'un nombre important d'immigrants britanniques ou américains dans le Bas-Canada comme une menace très grave: menace à leur avenir comme "nation canadienne" relativement homogène et majorité dans la province; menace à leurs lois, à leur langue, à leur religion, à leurs institutions familiales, à leurs coutumes; menace aussi au patrimoine naturel des générations futures de la "nation" par suite de l'occupation des territoires disponibles par des immigrants (américains ou anglais) "entrepreneurs". Le danger pour la consolidation de la "nation", pour ses éléments constitutifs, pour sa vigueur "morale", domine le discours: on ne saurait invoquer sérieusement une pénurie de terres à une époque de colonisation intensive, lors même que les établissements "anciens" sont cernés de forêts immenses "qui tendent les bras à l'industrie pour être mises en valeur."⁽⁴⁰⁾ Mais la crainte d'une disparition éventuelle du patrimoine virtuel de cette réserve pour les générations futures, imprègne les débats. La Coutume de Paris, en effet, oblige au partage égal du patrimoine entre les enfants. D'où l'effort des habitants d'accumuler des terres de leur vivant afin d'établir leurs enfants, ou encore la pratique de transmission intégrale de l'exploitation familiale à l'un des enfants par donation à charge pour le bénéficiaire d'assurer la subsistance à ses parents jusqu'à leur mort et de dédommager dans une certaine mesure les autres enfants.⁽⁴¹⁾ Ils préfèrent également voir leurs enfants s'établir dans le voisinage, de sorte que la colonisation gagne de proche en proche, rang ou côte par côte, grignotant ainsi la forêt. La vie familiale, en effet, revêt une importance singulière au Québec: c'est elle qui ordonne les coutumes, les loisirs et la vie sociale⁽⁴²⁾.

Les Britanniques proposent l'abolition de la tenure seigneuriale afin d'attirer davantage d'immigrants américains (avant la guerre 1812) et britanniques (par la suite). L'élite canadienne dénonce le danger d'une invasion par "un peuple demi-sauvage," tel celui des "Goths et . . . Vandals en Italie," et le projet de commutation de la tenure seigneuriale en une tenure anglaise. La première assure aux jeunes Canadiens la possibilité d'obtenir une terre en retour d'une faible rente et sans investissement initial (prix d'achat dans la tenure anglaise): ce qui rend service aux pauvres qui, autrement, deviendraient "les esclaves des grands Capitalistes qui

s'emparent déjà de toutes les terres dans les Townships" (qui, elles, tombent sous la tenure anglaise et les lois britanniques). Le riche peut toujours employer le pauvre; mais on ne s'attache qu'au sol qu'on cultive et possède soi-même. De plus, les nouvelles tenures (anglaises) "ont déjà infesté le pays d'Américains qui bientôt voudront avoir des prétentions."⁽⁴³⁾

Lors d'un débat sur les tenures des terres à la Chambre d'Assemblée, en 1808, les chefs du parti canadien arguent qu'il faut "empêcher l'introduction d'étrangers qui pourraient répandre des principes contraires à ceux qui sont nécessaires pour la conservation de ce pays sous l'Empire,"⁽⁴⁴⁾ allusion au fait que les Américains ont déjà rejeté le joug de la mère-patrie anglaise. *Le Canadien*, l'organe du parti, applaudit aux principes énoncés par les députés canadiens: "Il y a bien sûrement de quoi prendre l'épouvante en voyant la plus belle partie du Canada se peupler et s'établir par des Américains . . . Où serait l'injustice et la cruauté de renvoyer chez eux des gens qui, dans le cas de rupture entre l'Angleterre et les Etats-Unis, ne prendraient point notre partie . . . on devrait s'en débarrasser par tous les moyens possibles." Cette invasion "sournoise" des terres canadiennes "est cent fois plus terrible . . . qu'une invasion ouverte et déclarée . . . Veut-on attendre pour les [les Américains] renvoyer qu'ils soient en plus grand nombre que nous. . . ?"⁽⁴⁵⁾ Le même journal prophétise que bientôt le nombre de comtés peuplés d'Américains égalera celui des comtés canadiens. Les immigrants réclameront alors les lois anglaises et s'attaqueront à l'Eglise catholique. "Le sort des anciens établissements sera alors à la merci d'un peuple jaloux et intéressé." Une nuée de capitalistes américains s'abattra sur la province et ils achèteront les terres des Canadiens à vil prix.⁽⁴⁶⁾

L'année suivante, la querelle entre Canadiens et Britanniques relative aux tenures des terres et à l'immigration rejaillit dans deux brochures qui ont un fort retentissement. Dans la première,⁽⁴⁷⁾ Denis-Benjamin Viger accuse les Britanniques de la colonie de vouloir submerger les Canadiens sous une population étrangère et encore, une population de "rebelles." De là leurs efforts pour instaurer les lois anglaises. Mais pourquoi vouloir installer en ce pays une population ennemie? Au contraire, tant à cause des circonstances que de la géographie, "nous sommes . . . destinés à former un peuple entièrement différent des Français et de nos voisins mêmes." Au lieu de diviser, ne vaudrait-il pas mieux travailler "à conserver et consolider en ce pays déjà isolé par la nature, une population homogène . . . susceptible d'acquérir une grande vigueur sans pouvoir s'étendre." Et Viger ajoute: "l'établissement du Canada . . . est déjà formé, il est même complet dans toutes ses principales parties. Il ne s'agit que de le soutenir . . . le réparer."

Ross Cuthbert, le porte-parole des Britanniques, lui rétorque, dans sa brochure,⁽⁴⁸⁾ que le Bas-Canada "is in the first stage of infancy. The eagle in its passage across, sees nothing but one interminable forest, save a blue net-work of rivers, and a narrow strip

of cultivation, which borders the St. Lawrence. " Les Canadiens sont égoïstes: ils veulent s'approprier à eux seuls un territoire immense et fertile (à l'époque, on ne connaît pas encore très bien l'étroitesse relative de la zone vraiment fertile dans le Bas-Canada). Il convient plutôt de peupler et d'aménager ces terres sauvages. Graduellement, une majorité britannique s'imposera par son énergie et par le nombre. Mais on ne saurait y voir une catastrophe. Au contraire, les Canadiens ont tout à gagner: leur assimilation les fera accéder à la supériorité économique, culturelle et morale britannique; l'énergie des nouveaux immigrants et leurs investissements stimuleront l'économie.

Si la crainte d'une pénurie de terres vers 1800-1815 concerne l'avenir et est gommée par des considérations nationales, la récession modérée des années 1804-1806 (l'explosion du commerce du bois ne se produit qu'assez tard en 1807), et les difficiles départs des paroisses de colonisation provoquent des discussions sur l'assistance aux pauvres. Il ne s'agit pas de misère généralisée ou de famine. Le problème se pose toutefois avec suffisamment d'acuité pour que la Chambre d'Assemblée le débâte au cours de la session de 1807. Ce n'est pas le lieu, ici, d'un exposé sur l'ensemble des politiques d'assistance aux pauvres dans le Bas-Canada, où la charité privée, les sociétés mutuelles, les institutions religieuses, l'entraide familiale et celle du voisinage, l'aide occasionnelle de la Législature, des souscriptions publiques sous le patronage des évêques (anglicans et catholiques) ou encore des dotations faites par des particuliers à un hôpital, peuvent encore venir à bout des problèmes avant l'immigration massive de la fin des années 1810 et des années 1820-1840.⁽⁴⁹⁾ Par ailleurs, on peut trouver sur le Haut-Canada des informations qui complètent celles sur le Bas-Canada et établissent des liens très étroits avec les discussions en Grande-Bretagne.⁽⁵⁰⁾

Le 9 février, le comité parlementaire chargé de "s'enquérir des moyens de secourir les pauvres" et d'empêcher les vagabonds et paresseux de mendier, dépose son rapport en Chambre. A son avis, la seule façon de distinguer les vrais pauvres des vagabonds, c'est de confier à chaque paroisse des campagnes le soin de les trier et de leur venir en aide. A partir d'un fonds accumulé grâce à une taxe sur les chevaux, des syndics paroissiaux distribueraient des sommes (infimes) aux pauvres. Grâce à l'interdiction de mendier, les autres (ivrognes vagabonds et paresseux) seraient forcés de travailler.⁽⁵¹⁾ Le rapport n'a pas de suites: l'Assemblée redoute probablement le courroux des habitants-électeurs qui devraient payer cette taxe sur les chevaux.

Toutefois, les journaux discutent amplement le projet de loi. En général, on s'y oppose. Ainsi "Un ami du peuple" fait valoir que la taxe frapperait davantage les pauvres que les riches: "Ce n'est point dans les paroisses riches et bien établies où on trouve les pauvres." Les rares démunis qui peuvent s'y trouver "laissent la campagne

entièrement" - on dirait aujourd'hui, se prolétarisent dans les villes - ou vont défricher une nouvelle terre dans une région où ils s'installent parmi d'autres colons comme eux. Lors des mauvaises récoltes, ils doivent quémander l'aide des paroisses voisines et plus anciennes ou périr. Dans le district de Québec, en particulier, le sol est moins fertile et bon nombre de paroisses nouvelles ne se sortent pas de la pauvreté: sur 63 paroisses dans le district, 32 seulement peuvent participer à la subsistance de 16 curés "sur un mince revenu." Ces 32 paroisses doivent porter le fardeau de presque tous les pauvres du district. Voilà pourquoi il faut penser davantage à une "taxe générale"⁽⁵²⁾.

La même livraison du journal reproduit deux lettres (du 12 au 17 février) signées du pseudonyme "Senex". L'auteur tараude tout projet de forcer la population à soutenir les pauvres: cette solution, peu sage en soi, l'est encore moins dans un pays où il suffit d'un peu "de travail et de frugalité durant la jeunesse pour pourvoir à une subsistance raisonnable pour la vieillesse." En Angleterre, après la suppression des communautés religieuses, on eut recours à une loi publique mais avec de piètres résultats. Les quêtes et la charité individuelle devraient suffire à régler les vrais problèmes. D'ailleurs, les enfants devraient soutenir leurs parents dans leur vieillesse. En conclusion, l'auteur affirme que la suppression de la crainte de l'incertitude face à l'avenir sape la stimulation naturelle à l'industrie et au travail liée justement à cette crainte⁽⁵³⁾. Dans sa seconde lettre, Senex réitère les mêmes arguments. Il avoue cependant que le projet de loi devant la Chambre détruit l'une de ses objections: "vivre sur quatre sols par jour ne peut avoir rien d'engageant pour se relâcher du travail . . ." Il n'en demeure pas moins que les hommes, sous prétexte de leur contribution légale, en viendront à négliger leur devoir surnaturel de charité. La loi devra prévoir une enquête approfondie sur chaque cas, l'examen des "bonnes mœurs" et de la véracité du fait, car il ne peut exister qu'un petit nombre de pauvres. Mais ne cherchera-t-on pas à scruter la dépense plutôt que de penser à faire la charité? Quant à ceux qui se plaignent d'être assiégés par les pauvres, ils ne méritent guère plus d'attention que ceux qui, sous prétexte de décence et d'humanité, veulent enfermer les pauvres dans leurs paroisses et leurs chaumières "afin qu'ils n'aient point à subir les reproches que peut occasionner leur présence." Mieux vaudrait ériger une maison de correction pour le soutien des mœurs publiques⁽⁵⁴⁾.

"Deux amis" qualifient de "vicieuse" la méthode de distribuer de l'argent indistinctement à tous ceux qui tendent la main. C'est non seulement une façon d'"abreuver les ivrognes" et de soutenir "les prostituées" mais aussi de maintenir les fainéants dans l'oisiveté et de pourrir la jeunesse en l'habituant à mendier au lieu de travailler. Avec l'enseignement religieux, il faut plutôt doter la jeunesse des moyens d'être utile à la société grâce à une école d'industrie dont le but serait la "charité, ensuite de rectifier les mœurs, et . . . d'enseigner aux infortunés les moyens de gagner honnêtement leur vie." Car "l'oisiveté est la mère de tous les vices, et le travail . . . de

tous les biens." Il faut aussi aider à "l'exécution du jugement que Dieu a porté contre le premier homme," le travail. Il faut donc établir des maisons assez confortables et attirantes pour les hommes, les femmes et les enfants dans le besoin, avec une nourriture saine et "un travail proportionné à leur force et capacité," voire une rémunération pécuniaire équivalente à leur ouvrage." Ils y apprendront divers métiers utiles. Il faut "que l'entrée et la sortie de ces maisons soient libres," afin que ces gens retournent travailler chez eux, enseignant aux autres ce qu'ils ont appris⁽⁵⁵⁾.

Pour leur part, des Britanniques semblent plus favorables au projet de loi. "Scrutator" réplique à "Senex" par une série de questions: l'expérience passée prouve-t-elle que le soutien obligatoire des pauvres n'est pas nécessaire parce que le travail et la prévoyance dans la jeunesse seraient suffisants pour pourvoir aux besoins de la vieillesse et de la maladie? Les pauvres dans le pays peuvent-ils se passer d'une telle mesure parce qu'ils vivraient suffisamment bien? "Is not their distress increasing?" Faudra-t-il les forcer à travailler pour survivre ou se fier à la ressource aléatoire de la charité individuelle? Alors, que penser des quêtes insuffisantes dans les églises? Le fait de constituer un poids est-il un bon argument? La communauté supporte d'autres charges bien volontiers. Or aucune n'est plus importante que celle d'aider les pauvres qui ne peuvent plus assurer leur subsistance par leur travail. Au nom de l'opportunisme, faut-il oublier que "there are numbers actually starving"? En Angleterre, on applique encore cette mesure publique après tant d'années: preuve qu'on l'a trouvée nécessaire. La négligence d'enfants envers leurs parents ou des abus de la charité publique ne prouvent rien contre une telle loi. Les gens sans cœur et les paresseux ne modifieront pas leur conduite. Mais la loi secourra un grand nombre de personnes qui se trouvent dans un réel besoin. Ce projet de loi pourra même aiguillonner l'orgueil et la fierté des pauvres capables de se débrouiller.⁽⁵⁶⁾ Pour sa part, "a farmer" suggère de moins taxer les chevaux de travail et de frapper davantage les chevaux de promenade.⁽⁵⁷⁾ A l'automne, *Le Canadien* peste en première page contre les prétendus pauvres de la paroisse de Saint-Gervais qui refuseraient de travailler et en imposeraient aux honnêtes habitants des campagnes voisines par des menaces, des sons, des faux billets de curé, etc. Si les habitants doivent demeurer charitables, leur charité ne doit pas encourager la "paresse" et le "vice", mais seulement soulager "le pauvre honnête"⁽⁵⁸⁾.

Avant et après 1807, en particulier dans les représentations annuelles des grands jurés, on ressasse ces questions de pauvreté, d'oisiveté, de vice. Dans les villes, on se lamente régulièrement sur l'accroissement du nombre de vagabonds, de prostituées et d'ivrognes⁽⁵⁹⁾. Les arguments en ce qui a trait à ces thèmes, tout comme les propositions d'ériger des maisons d'industrie" et des "maisons de correction", se rattachent nettement à un corpus idéologique et moralisateur répandu dans

l'Angleterre de Townsend et de Malthus.

b) Banques et papier-monnaie

En matière économique, le Bas-Canada s'insère là encore dans la tram idéologique du monde atlantique. Les discussions en Chambre et dans les journaux sur la monnaie et les banques, en particulier, reflètent les préoccupations et les précédents de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Nous avons déjà cité plusieurs traités d'économie politique régulièrement achetés et lus dans la colonie: au premier chef ceux d'Adam Smith, mais aussi de Bentham et Malthus; des œuvres plus spécialisées aussi, par exemple celle de Ricardo déjà citée, *Observations on the Stoppage of Issue in Specie at the Bank* (1801), *Considérations sur les banques de l'Europe* (1811), *History of the Bank of England* (1810, 1818), etc.⁽⁶⁰⁾ Inutile d'ajouter que des références constantes sont faites par les contemporains aux banques américaines et anglaises. Or, c'est justement entre 1797 et 1807 que les théories monétaires se transforment de façon profonde⁽⁶¹⁾, d'où l'importance de ces lectures et de ces débats au Canada au même moment.

C'est d'ailleurs au cours de ces années que dans le Bas-Canada, les débats autour de la création d'une banque reprennent de plus belle. En effet, hormis pour une tentative peu réaliste de création d'une banque en 1792,⁽⁶²⁾ il faut attendre 1807, moment où se déclenche une expansion foudroyante du commerce international et de l'ensemble de l'économie du Québec, pour voir renaître un projet de loi qui est soumis à la Législature à l'hiver 1808, puis imprimé pour discussion pour la session de 1809.⁽⁶³⁾ Contrairement aux légendes colportées par l'historiographie, les Canadiens français participent aux discussions en faveur de la création d'une banque et le projet tombera non à cause de leur opposition mais par suite de l'abandon momentané du projet par ses promoteurs.⁽⁶⁴⁾

Lors même qu'un groupe de marchands saisit l'administrateur de la colonie d'un projet de loi pour établir une banque à l'hiver 1807,⁽⁶⁵⁾ les journaux débattent déjà de la question. Ainsi le 5 janvier 1807, un long article paru dans le *Quebec Mercury* argue que dans tous les pays, "the circulating medium should be proportionate to the wants and useful purposes of the inhabitants." Or les espèces ne suffisent pas dans un pays aussi commercial que le Bas-Canada. Il faut donc recourir aux billets de banque émis par une institution autorisée et soutenue par les principaux financiers du pays. Cette méthode éprouvée accélérera les affaires, entraînera l'utilisation des chèques et la disparition de plusieurs commis, en plus de stopper l'hémorragie des espèces vers les Etats-Unis par suite du commerce déficitaire de la colonie avec les voisins du sud. Les billets de banque, en effet, y auront valeur de monnaie et "we should be enabled to keep . . . the greater part of the capital of our Bank in circulation in that country, and in lieu thereof procure for ourselves the use of their money." On ne doit pas craindre

une poussée d'inflation comme aux Etats-Unis, car la colonie ne comptera qu'une ou deux banques comparativement à 8 banques dans le New York et 29 dans le Massachusetts, soit plusieurs millions de dollars en capitaux pour 500 à 600 000 habitants. Enfin, personne ne s'opposera à une telle mesure: la combattre irait à l'encontre des intérêts véritables des grands capitalistes du pays. Le même auteur publie un article analogue dans *Le Canadien* du 10 janvier 1807.

"Veritas" contredit A.T. au sujet de l'impact présumé des billets de banque sur la fuite des espèces vers les Etats-Unis: tôt ou tard, il faudra combler le déficit commercial bas-canadien par du numéraire ou des lettres de change. Pourquoi les Américains accepteraient-ils des billets de banque canadiens? En outre, les banques existent pour réaliser des bénéfices: d'où les coûts accrus pour les commerçants qui peuvent déjà obtenir crédit s'ils sont honnêtes et industriels. Pourquoi créer des banques?⁽⁶⁶⁾ Une double riposte s'ensuit où les auteurs tentent de démontrer que les Américains tenteront d'acheter des lettres de change plutôt que des espèces avec les billets de banque, afin de jouer sur l'escompte favorable aux Etats-Unis. En outre, les dollars canadiens pourront circuler aux Etats-Unis puisque les Américains "are in want of our furs and bills of exchange, both of which could be purchased here with those bills."⁽⁶⁷⁾ La controverse se poursuit, très animée, impliquant "Nestor" et A.C.⁽⁶⁸⁾ *La Gazette de Québec* du 25 juin 1807 publie même l'esquisse d'un projet de loi soumis à la Législature du Massachusetts en vue de la création d'une banque d'Etat dotée d'un capital de 20 000 000 \$. Les débats s'étendent sur 1808 et 1809⁽⁶⁹⁾.

En février 1808, John Richardson dépose deux requêtes en Chambre pour la création d'une banque. Puis le 4 mars, il dépose le rapport - favorable - du comité de la Chambre formé majoritairement de Canadiens français.⁽⁷⁰⁾ La balance commerciale défavorable entre la province et les Etats-Unis, y compris, draine les ressources monétaire du Bas-Canada vers l'autre pays. On ne peut y suppléer que par un recours aux espèces en provenance de Grande-Bretagne ou par l'émission de lettres de change sur l'Angleterre. Les individus peuvent difficilement recourir au premier moyen; quant au second, il faut importer des espèces des Etats-Unis, avec pertes et risques dans l'échange. D'où la nécessité de trouver un substitut aux espèces dans la province, afin de faciliter le commerce et en particulier les exportations. Le comité estime qu'une banque obvierait aux inconvénients mentionnés.⁽⁷¹⁾

Puis le 12 avril, lors de la discussion de la proposition d'imprimer 400 copies du projet de loi déjà déposé pour l'usage des membres de l'Assemblée à la session suivante, Richardson prononce un long discours que les journaux reproduisent en anglais et en français.⁽⁷²⁾ Après un historique de l'origine et de l'évolution de la monnaie à ses débuts jusqu'à la multiplication artificielle du "signe de la valeur en circulation" pour le besoin de la société, donc l'apparition des banques et du papier-monnaie, il cite Adam Smith et soutient que les billets de banque "deviennent . . . un medium de

circulation qui vaut l'or et l'argent." Puis il différencie les banques privées des banques incorporées, qui sont plus rares. Certes, il ne prévoit pas des profits immédiats pour les "capitalistes de la banque projetée": à la fin, toutefois, grâce à la confiance et à l'éducation de la population, "le succès couronnera l'entreprise, à moins que les habitants de ce pays ne soient composés autrement que le reste du genre humain, ce que personne ne peut avoir la folie de penser sérieusement." Puis Richardson dissipe des craintes qui ont été exprimées: la banque n'émettra des billets que pour trois fois ses réserves en espèces au maximum, et encore, que contre des garanties endossées, d'où l'improbabilité, surtout avec les intérêts et l'escompte à court terme, d'imaginer une perte pour les détenteurs de billets mis en circulation "à moins d'une calamité générale et extraordinaire qui détruirait toutes les propriétés." L'orateur invoque alors l'exemple des succès des banques en Ecosse, en Angleterre et aux Etats-Unis. Avec le temps, même les couches populaires en sont venues à préférer les billets de banque à l'or et à l'argent. Quant à l'objection que le peuple canadien est illettré, Richardson commente qu'il suffit de mettre sur les billets "des signes qui en fassent connaître le valeur à vue." On peut aussi déjouer les faussaires par des plaques appropriées. La spéculation fondée sur de faux capitaux n'est pas à craindre: les dettes dues aux individus "sont sujettes à plus de désappointements que celles dues à la banque, parce que la banque exige plus de ponctualité dans ses engagements . . . [et] sa ponctualité s'étend à toutes les affaires." Bref, on ne peut écarter une bonne chose parce qu'on peut commettre des abus. Par ailleurs, la disparition des espèces est inévitable. Les individus qui échangent des lettres de change contre des espèces aux Etats-Unis ne s'y résolvent "que par la nécessité à cause du risque du transport qui, dans le cas de perte, porterait absolument sur les individus. Les fonds d'une banque étant la propriété de plusieurs individus, elle risquerait plus facilement le transport de l'argent . . . elle prendrait des précautions pour les assurer . . ." ⁽⁷³⁾.

L'allusion de Richardson à l'ignorance des Canadiens inspire des commentaires acerbes à l'éditeur du *Quebec Mercury* :

The British have been in possession of Canada very near half a century. After such a lapse of time shall the same arguments be brought forward. against improvement, as might have been proper shortly after the Conquest? Are the proceedings of the government of the country to be perpetually sunk to the level of its general ignorance, or ought it to adopt measures having a tendency to raise that ignorance into the necessity of information? Must there be no bank until the inhabitants understand bank notes ? To determine in the affirmative is to perpetuate as well the absence of a bank, the darkness which occasions that absence. Away with such contracted reasoning. It is time to adopt the first of infinite wisdom which dispelled the original darkness. "Let there be light."

If ignorance be no longer allowed to be an obstacle is the Legislature to be deterred by the dread of crime? If there be not sufficient energy in the government to keep crime within certain bounds, then is the social compact of no avail.

L'éditeur poursuit en accusant Richardson de sous-estimer le rôle des banques privées en Angleterre auprès des marchands: dépôt de leurs espèces et de leurs lettres de

change, locales ou étrangères, de leur papier-monnaie; mise en circulation de la monnaie de papier, enregistrement des transactions à la banque; chèques; etc.⁽⁷⁴⁾ La semaine suivante, il revient à la charge: malgré leur ignorance, les Canadiens peuvent s'informer de la valeur des billets de banque, tout comme ils l'ont fait pour l'or. D'ailleurs, ils n'ont qu'à chasser cette ignorance en apprenant le minimum requis à leurs enfants à la maison. Ils peuvent se payer des écoles puisque "there is scarcely a Canadian in any of the country parishes, who will not throw away more money on a dance and supper, than will suffice for a year's education of more than one child. But the great misfortune is that a dance and supper are held in far higher estimation than reading, writing and arithmetic."⁽⁷⁵⁾

Contrairement aux affirmations de l'historiographie, les journaux et les députés canadiens-français ont épaulé le projet d'établissement d'une banque avec autant de conviction que les Britanniques. Mais il n'y a pas d'unanimité dans l'un ni dans l'autre groupe ethnique. Puis les marchands semblent oublier le projet de loi dans la flambée de prospérité qui éclate entre 1808 et 1811⁽⁷⁶⁾. Il est tout aussi plausible de penser que le climat houleux à l'Assemblée, en 1809 et 1810, ne favorise guère l'étude de projet similaires. Il faudra la guerre de 1812 et l'expérience des billets de l'armée avant qu'on n'aboutisse à la création de la première banque à Montréal en 1817.

c) Parlementarisme

Ailleurs, j'ai amplement traité des opinions fermes des leaders canadiens-français sur le Parlementarisme et la Constitution anglaise.⁽⁷⁷⁾ Il ne convient pas de répéter ces considérations, ici, sauf pour rappeler l'importante filiation intellectuelle avec les philosophes français, par exemple Montesquieu, dont les œuvres se vendent dès les années 1760, et les philosophes anglais, particulièrement Blackstone, Burke, Locke, Hume, Gibbon, Puffendorf et Grotius, dont on achète les œuvres régulièrement dans les années 1780 et 1790. En outre, les Canadiens consultent des traités comme ceux de De Lolme sur la constitution anglaise, de Hatzell, sur les *Precedents of the Proceedings in the House of Commons*, les *Journaux de la Chambre des Communes*, les *Statuts de la Grande-Bretagne*, l'*Annual Register* et le *Register* de Cobbett, qui rapportent les débats parlementaires, les *Proceedings* des anciennes colonies américaines et les *Journaux de la Chambre d'Assemblée* des autres colonies britanniques, sans compter des œuvres à l'impact socio-politique plus général comme celles de Rousseau, de Reynald, de Voltaire, de Tom Paine, de Franklin, etc. Il faudrait encore tenir compte de l'arrivée massive des nouvelles politiques via les périodiques anglais et américains⁽⁷⁸⁾. En fait, c'est peut-être dans le domaine politique que l'influence atlantique s'impose le plus directement, comme nous l'avons affirmé depuis une vingtaine d'années.

Conclusion

Même parvenue à maturité, l'identité collective ne peut faire abstraction de ses racines. Elle ne se réfère pas qu'à un vague souvenir d'une origine lointaine, ni ne se charpente, ex nihilo, sur la seule frontière, ni ne se concrétise qu'en une appartenance étroite à un groupe social ou à une communauté ethnique déterminée. Elle ne se moule pas que sur les seules contraintes de l'oekoumène ni ne s'arrête à l'expérience historique particulière vécue en tel temps et en tel lieu, comme en un espace et une respiration isolés, clos sur eux-mêmes.

Ainsi le Bas-Canada, au tournant du XIXe siècle, participe aux transformations économiques, politiques, sociales et idéologiques qui ébranlent les fondements traditionnels du monde atlantique. Au moment même où son économie se modernise et où s'aiguisent diverses tensions sociales, il tente d'aménager un nouvel espace politique où le "jeu" parlementaire s'instaure et tombe vite en impasse, compte tenu des antagonismes constitutionnels (colonie vs métropole, Chambre d'Assemblée démocratique vs des Conseils aristocratiques nommés par Londres), sociaux, ethniques et économiques qui se conjuguent, se renforcent et gauchissent son évolution. Malgré leurs divergences et leur éclatement, ses élites, du moins avons-nous tenté de le démontrer dans le présent texte, se nourrissent de la culture de leur époque, telle que l'articulent les philosophes, penseurs, écrivains, économistes politiques, etc. des "Lumières" et du début du XIXe siècle⁽⁷⁹⁾.

Bentham, Malthus, Smith, Ricardo, Blackstone, Montesquieu, Locke, Burke et tant d'autres comme eux expriment les besoins de compréhension et de régulation sociale d'un monde occidental en mutation rapide, d'un monde soumis à des tensions très vives et qui se cherche des points d'ancrage, d'identification. Les premiers, d'une part, analysent justement les tensions entre le "capital" biologique et le "capital" démographique, entre les ressources et les hommes qui doivent trouver la façon optimale de les exploiter pour assurer leur subsistance. Les économistes plus "purs" fournissent les articulations requises aux défenseurs de la création de banques et de papier-monnaie pour assurer un gonflement du crédit nécessaire en cette période d'expansion économique et de rareté croissante de numéraire. Les penseurs politiques, enfin, permettent aux coloniaux de définir plus clairement leur vision des droits du "peuple," des rouages parlementaires, du rôle des citoyens éclairés dans le contrat social qui doit obtenir l'assentiment des gouvernés.

Se souvenir; chercher un sens; ne pas se laisser amputer de son identité et de ses fondements passés. Au fond, les coloniaux bas-canadiens du tournant du XIXe siècle le savaient bien, eux, qu'on ne fonde pas une société nouvelle sur l'instantané, sur les seuls déterminismes locaux. Héritiers d'une culture et entourés de voisins aux

multiples origines, ils ont tenté d'y puiser un arsenal de schémas et de références pour bâtir le nouveau sur les convictions lentement mûries de leurs civilisations d'origine.

* Cette recherche a été rendue possible grâce à des subventions du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Je remercie Rita Girard qui a participé régulièrement à ces travaux.

1. J.M.S. Careless, "Limited Identities," *CHR*, 50 (1969), pp. 1-10.

2. Par exemple, l'hypothèse de la frontière (Turner) et l'hypothèse des fragments coloniaux (Hartz). Pour l'hypothèse frontière dans le contexte canadien, voir M.S. Cross, éd., *The Frontier Thesis and the Canadas: The Debate on the Impact of the Canadian Environment*, Toronto, 1969; sur l'hypothèse des fragments, voir K.D. McRae, "The Structure of Canadian History", in L. Hartz, éd., *The Founding of New Societies*, New York, 1974, chap 2.

3. J. Kendle, "The Scholar and the State Revisited: Further Words of Caution", *Historical Papers/ Communications historiques*, Ottawa, 1982, pp. 1-10.

4. G. Paquet et J.P. Wallot, "Nouvelle France/Quebec/Canadas: A World of Limited Identities", communication au colloque sur la formation des identités coloniales, Princeton, avril 1982 (à paraître), miméo, 73 pp.

5. R.R. Palmer, *The Age of the Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, 2 vol., Princeton, 1959 et 1964.

6. G. Paquet et J.-P. Wallot, "Pour une méso-histoire du XIXe siècle canadien", *RHAF*, 33 (décembre 1979), pp. 389-93.

7. Voir le n spécial consacré au "Canada et la Révolution atlantique", in *Annales historiques de la Révolution française*, n 213, juillet-septembre 1913; J.-P. Wallot, *Un Québec qui bougeait. Trame socio-politique au tournant du XIXe siècle*, Montréal, 1973, chap, 8 et conclusion.

8. Voir A. Greer, "The Pattern of Literacy in Quebec, 1745-1899", *Histoire sociale*, 11 (1978), pp. 293-335; *idem*, "L'alphabétisation et son histoire au Québec. Etat de la question", in Y. Lamonde, prés., *L'imprimé au Québec. Aspects historiques (18e-20e siècles)*, Québec, 1983, pp. 25 -51.

9. Le Fonds Brown-Gilmore-Neilson comprend les livres de comptes et la correspondance des imprimeurs-libraires Brown, Gilmore, Samuel et John Neilson. John, né en Ecosse en 1776, arrive à Québec en 1791 et prend la direction de l'entreprise peu après la mort de Samuel, survenue en 1793. Le Fonds dit "Neilson" est réparti principalement entre les Archives publiques du Canada, les Archives nationales du Québec à Québec et à Montréal. Les livres de comptes sont très détaillés de sorte qu'on peut à la fois étudier l'importation et la vente des livres, la production d'imprimés locaux, les abonnements à la *Gazette de Québec*, les prix, les acheteurs de livres, les annonceurs, etc. Toutefois, même cette riche source comporte de graves lacunes et des limites: recoupement de volumes avec des variantes, ratures, notations trop elliptiques d'auteurs ou d'oeuvres, trous dans les données, etc. de sorte qu'on ne peut espérer tirer de cette masse de documents qu'un *ordre de grandeur*, non des chiffres exacts. En outre, comme on le verra, la composition des ventes de volumes est biaisée par l'écoulement de la production locale.

10. Voir l'oeuvre monumentale de Marie Tremaine, *A Bibliography of Canadian Imprints, 1751-1800*, Toronto, 1952; aussi J. Hare et J.-P. Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810*, Montréal, 1967; *idem et idem*, "Les imprimés au Québec (1760-1820)", in Y. Lamonde, prés., *L'imprimé au Québec*, pp. 77- 125; Yolande Bueno, *Imprimerie et diffusion de l'imprimé à Montréal, 1776-1820*, thèse de M.A. manuscrite, bibliothéconomie, Université de Montréal, 1980; Manon Brunet-Sabourin, *Documents pour une histoire de l'édition au Québec avant 1900: bibliographie analytique*, thèse de M.A. manuscrite, études françaises, Université de Montréal, 1979; A. Beaulieu et J. Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. I (1764-1859), Québec, 1973; Michel Thériault, *Le livre religieux au Québec depuis les débuts de l'imprimerie jusqu'à la Confédération, 1764-1867*, McGill University, Graduate School of Library Science, 1977.

11. Voir Y. Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-19e siècles)*, Montréal, 1979; C. Galarneau, "Livre et société à Québec (1760-1859): état des recherches", in Y. Lamonde, prés., *L'imprimé au Québec*, pp. 127-44; Y. Morin, "Les Bibliothèques privées à Québec d'après les inventaires après décès (1800-1819)", in *ibid.*, pp. 145-64.

12. Pour une analyse plus fouillée de cette question, voir J. Hare et J.-P. Wallot, "Les imprimés au Québec (1760-1820)", pp. 83-9.

13. *Ibid.* Il s'agit, pour Montréal, de *L'aurore*, du *Courrier du Bas-Canada*, du *Spectateur canadien*, de *l'Abeille canadienne*, du *Western Star*, du *Montreal Gazette* et du *Montreal Herald*; pour Trois-Rivières, de *L'Ami de la religion et du roi* et de la *Gazette des Trois-Rivières*; pour Québec, du *Vrai-Canadien*, du *Canadien*, du *Quebec Telegraph*, du *Quebec Mercury* et du *Quebec Gazette* (bilingue).

14. Voir *ibid.*, pp. 90-1, 95-8, 123-5.

15. Le coût de l'abonnement à *La Gazette de Québec* varie de 15/- (shillings) en 1764 à 15/- et 18/- dès 1765, à £1 en 1802, puis £1/2/6 en 1803, avec un repli à £1 dès 1807. Le tableau III donne tantôt une source, tantôt deux, dont les livres d'abonnements à compter de 1803.

16. Voir ANQQ, AP-N-2, t.20. Aussi J.N. Guillet à J. Neilson, ANQM, MSS, b.14, fo. N-G-65.

17. Voir ANQQ, AP-N-2, b., 13 et 20; APC, MG24, B.1, vol. 1: 73; 84; *passim*: ANQM, MSS 1/N B-144, b. 3.

18. J. Hare et J.P. Wallot, "les imprimés au Québec, 1760-1820", pp. 107-22.

19. Voir, par exemple, la correspondance de William Samuel et John Neilson, en 1793, ANQQ, AP-N-1, b.1.

20. Ermatinger et Richardson important via J.J. Richardson, de Londres, les frères Hart, de Trois- Rivières, via Brass & Sons de Londres. Voir des exemples dans APC, MG24, B.1, 1: *passim*; APC, MG19, A, série 3, vol 175-6; APC, RG7, G1, vol 3.

21. C. Galarneau, "Livres et société à Québec", pp. 136-41.

22. Y. Morin, "Les bibliothèques privées à Québec", pp. 152-60.

23. Ce premier exemple s'inspire d'une communication inédite présentée au colloque international sur Malthus, à Paris, en juin 1980 (J.-P. Wallot, "Malthus et sa diffusion au Canada au début du XIXe siècle").

24. Les données qui suivent sont tirées des papiers Neilson, des journaux et des appendices des *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada [JCABC]* avant 1813.

25. Le livre de Mary Wollstonecraft (*Vindication of the Rights of Women*, 1792) se vend dans la colonie l'année de sa parution en Angleterre.

26. *JCABC*, 1807, P. 585; papiers Neilson, *passim*.

27. Information pour laquelle je remercie le professeur Camille Limoges de l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, Université de Montréal.

28. Voir C. Zirkle, "Benjamin Franklin, Thomas Malthus and the United States Census", in B. Hindle, éd., *Early American Science, New York, 1976, pp. 38-42.*
29. J. Townsend, *A Dissertation on the Poor Laws* [...] (1786), éd. par A. Montagu et N. Neuman, University of California Press, 1971, pp. 61-2. Sur plusieurs prédécesseurs de Malthus, voir F.N. Egerton III, *Observations and Studies of Animal Populations before 1860* [...], thèse de Ph. D. manuscrite, University of Wisconsin, 1967.
30. Selon Montagu, Townsend a exprimé l'essentiel du malthusianisme avant Malthus et plus clairement que lui (voir *ibid.*, préface, pp.9-10).
31. Cité dans C. Zirkle, "Benjamin Franklin", p.40
32. *Ibid.*, *passim*.
33. J. Henripin et Y. Peron, "La transition démographique de la province de Québec", in H. Charbonneau, prés, *La population du Québec: études rétrospectives*, Montréal, 1973, pp. 30ss.
34. *Ibid.*, p. 24. Et ce, malgré la terrible hémorragie d'un million de Canadiens français vers les États-Unis entre 1830 et 1930 (Y. Lavoie, "Les mouvements migratoires des Canadiens", in *ibid.*, p. 76).
35. H. Charbonneau, *Vie et mort des nos ancêtres Étude démographique*, Montréal, 1975.
36. Voir J.P. Wallot, *Un Québec qui bougeait*, Montréal, 1973, chap. 7; F. Ouellet, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, 1972, p. 116, *passim*; G. Paquet et J.-P. wallot, "Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada 1802-1812: éléments pour une ré-interprétation", *RHAF*, 26 (septembre 1972), pp. 185-237.
37. Quoi qu'il en soit de la seconde moitié du XIXe siècle, il ne fait pas de doute que les autorités impériales anglaises et les spéculateurs britanniques dans les townships (par exemple, ceux de la Canada Land Company) songent à la création d'un vaste réservoir de main-d'oeuvre pour l'avenir, et ceci, dès les années 1820-1830.
38. Il s'agit de séries d'importations et d'exportations, d'indices du coût de la vie et de revenus (salaires, quêtes, revenus de seigneuries et de paroisses), du nombre de concessions, des dépenses publiques, des niveaux de richesse perçus à travers les

inventaires après décès, etc., construits au cours des ans dans mes travaux avec G. Paquet.

39. G. Paquet et J.-P. Wallot, "Le Bas-Canada au début du XIXe siècle: une hypothèse", *RHAF*, 25 (juin 1971), pp. 39-61; *idem et idem*, "Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec: une hypothèse", *RHAF*, 35 (mars 1982), pp. 483-521.

40. *Le Canadien*, 12 décembre 1807.

41. L'Acte de Québec (1774) et une loi de la Législature de 1801 accordent entière liberté de tester aux Canadiens. Mais ceux-ci ne se prévaudront pas de ces lois de façon significative avant plusieurs décennies. Pour des exemples d'une telle accumulation de terres, voir M. Lalancette, *La seigneurie de l'Île-aux-Coudres*, thèse de M.A. manuscrite, Université de Montréal, 1981.

42. Voir L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris et Montréal, 1974; J.-P. Wallot, *Un Québec qui bougeait*, pp. 203ss.

43. *Le Canadien*, 12 décembre 1807.

44. *JCABC*, 1808, p. 469.

45. *Le Canadien*, 9 avril 1808.

46. *Ibid.*, 16 janvier 1808.

47. D.-B. Viger, *Considérations sur les effets qu'ont produit en Canada la conservation des établissements du pays [...]*, Montréal, 1809.

48. [R. Cuthbert], *An Apology for Great Britain [...]*, Québec, 1809.

49. Voir, par exemple, *Le Courier de Québec*, 3 décembre 1808 (ce journal parle aussi de pauvreté); ANQQ, A-P-2. Sur cette question, voir J.-M. Fecteau, *La pauvreté, le crime, l'État. Essai sur l'économie politique du contrôle social au Québec, 1791-1840*, thèse de 3e cycle en géographie, Université Paris VII, 1983, pp. 77ss.

50. Rainer Baehre, "Paupers and Poor Relief in Upper Canada", *Historical Papers/Communications historiques*, Halifax, 1981, pp. 57-80; R.B. Splane, *Social Welfare in Ontario, 1791-1893*, Toronto, 1965.

51. L'Assemblée siège en comité plénier sur le projet de loi les 17 février et 3 mars, mais sans succès. Voir le *JCABC*, 1807, pp. 73-7, 125-7, 205-7.

52. *La Gazette de Québec*, 19 février 1807.
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. *Le Courier de Québec*, 28 février 1807.
56. *The Quebec Mercury*, 23 février 1807.
57. *Ibid.*, 2 mars 1807.
58. *Le Canadien*, 26 septembre 1807.
59. Voir J.-P. Wallot, *Un Québec qui bougeait*, pp. 205ss.
60. APC, MG24, B.1, vol. 108, 109, 147, 148, etc.
61. Voir J.H. Hollander, "The Development of the Theory of Money from Adam Smith to David Richardo", *Quarterly Journal Of Economics*, 1911, pp. 431, 467.
62. Voir G. Paquet et J.-P. Wallot, "Le système financier bas-canadien au tournant du XIXe siècle", *L'Actualité économique*, décembre 1983, section 5-B-2.
63. H.A. Innis, *The Fur Trade in Canada*, Toronto, 1930, pp. 423-4; C.S. Howard, "Canadian Banks and Bank Notes, A Record", rééd. du *Canadian Banker*, s.d., p. 4; *La Gazette de Québec*, 18 octobre 1792.
64. *Ibid.*, notes 169 et 170.
65. H.W. Ryland à J. McGill, Québec, 16 mars 1807, APC, RG7, G15C, 12: 184; *idem* à *idem*, 17 décembre 1807, *ibid.*
66. *The Quebec Mercury*, 16 février 1807.
67. *Ibid.*, 9 mars 1807.
68. *Ibid.*, 23 mars, 27 avril et 18 mai 1807.
69. Pour l'histoire des banques, leurs avantages et leurs inconvénients, voir *The Canadian Courant*, 4 et 11 janvier, 25 mars 1808; *The Quebec Mercury*, 11 avril, 2, 16 et 30 mai 1808; *Le Courier du Québec*, 2 et 5 mars, 22 juin 1808; *La Gazette de Montréal*, 12 et 16 décembre 1808, 2, 9 et 23 janvier 1809.

70. Le comité est formé des députés Richardson, Bédard, Blackwood, Mure, Berthelot, Perrault et Taschereau (*JCABC*, 1808, pp. 155-7).
71. *Ibid.*, p. 229.
72. *The Quebec Mercury*, 2 mai 1808; *The Canadian Courant*, 16 mai 1808; *Le Courier de Québec*, 22 juin 1808.
73. *Le Courier de Québec*, 22 juin 1808.
74. *The Quebec Mercury*, 2 mai 1808.
75. *Ibid.*, 16 mai 1808.
76. Il a toutefois unanimité dans le comité de la Chambre qui regroupe des Britanniques et des Canadiens français. Voir le *Quebec Mercury*, 5 août 1811.
77. Voir J.-P. Wallot, *Un Québec qui bougeait*, chap. 2, 4 et 8; J. Hare et J.-P. Wallot, *Les Imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810*, Montréal, 1967, pp 319-26, 334-44.
78. Voir les livres de comptes de Neilson aux APC, ANQQ et aux ANQM.
79. Voir les actes du colloque "Le Canada et la Révolution atlantique"; G. Paquet et J.-P. Wallot, "Groupes sociaux et pouvoir: le cas canadien au tournant du XIXe siècle", *RHAF*, 27 (mars 1974), pp. 509-63.